

Rapport de la direction

Les états financiers de l'École nationale de police du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans les autres sections de ce rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

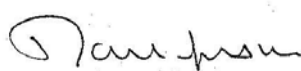
La Direction de l'École reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires, conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'École, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Marie Gagnon
Directrice générale



Daniel Jean, CPA, CMA
Directeur des services administratifs et technologiques

Nicolet, le 8 octobre 2013

Rapport de l'auditeur indépendant

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'École nationale de police du Québec, qui comprend l'état de la situation financière au 30 juin 2013, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

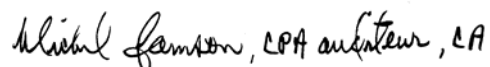
Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'École nationale de police du Québec au 30 juin 2013, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception des changements apportés aux méthodes comptables relatives aux instruments financiers et aux paiements de transfert expliqués à la note 3, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



Michel Samson, CPA auditeur, CA

Montréal, le 8 octobre 2013

État des résultats et de l'excédent cumulé

De l'exercice clos le 30 juin 2013

	Budget	2013	2012
REVENUS			
Contributions des corps de police (note 4)	12 481 183 \$	12 622 253 \$	12 027 684 \$
Subvention du gouvernement du Québec – loyer	6 579 700	6 579 700	6 579 700
Formation (note 5)	9 737 659	12 471 583	11 983 404
Hébergement (note 5)	4 344 217	4 360 222	4 588 074
Intérêts	20 000	57 101	32 188
Autres	460 000	423 829	425 267
	33 622 759	36 514 688	35 636 317
CHARGES			
Traitements et avantages sociaux (note 6)	18 604 426	20 629 708	19 388 791
Transport et communication	677 359	641 362	762 937
Services professionnels	1 814 045	1 829 960	1 731 069
Entretien et réparations	312 282	394 532	342 038
Loyer – Société immobilière du Québec	8 488 749	8 415 702	8 885 746
Location de matériel et autres	310 832	234 365	322 551
Matériel pédagogique, fournitures et autres (note 7)	2 350 066	2 306 948	2 322 468
Amortissement des immobilisations corporelles	1 065 000	1 073 015	1 031 820
	33 622 759	35 525 592	34 787 420
EXCÉDENT DE L'EXERCICE	--	989 096	848 897
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT	3 752 754	3 752 754	2 903 857
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	3 752 754 \$	4 741 850 \$	3 752 754 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État de la situation financière

Au 30 juin 2013

	2013	2012
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	6 992 099 \$	5 542 501 \$
Créances	3 159 894	3 243 110
Contributions des corps de police à recevoir		
Premier versement	8 714 558	8 573 184
Deuxième versement	4 064 990	3 996 636
	22 931 541	21 355 431
PASSIFS		
Charges à payer et frais courus		
Traitements et avantages sociaux	1 263 774	1 180 832
Autres charges à payer	2 351 321	2 146 082
Revenus reportés		
Contributions des corps de police	9 584 661	9 427 366
Subvention du gouvernement du Québec	4 934 775	4 934 775
Autres revenus reportés	449 457	531 746
Provision pour vacances	1 237 261	1 114 993
Provision pour congés de maladie (note 9)	1 735 061	1 576 978
	21 556 310	20 912 772
ACTIFS FINANCIERS NETS	1 375 231	442 659
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 10)	2 733 049	2 725 451
Stocks	569 176	584 644
Charges payées d'avance	64 394	--
	3 366 619	3 310 095
EXCÉDENT CUMULÉ (note 11)	4 741 850 \$	3 752 754 \$

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Daniel McMahon, FCPA, FCA
Président du conseil d'administration



Marie Gagnon
Directrice générale

État de la variation des actifs financiers nets

De l'exercice clos le 30 juin 2013

	Budget	2013	2012
EXCÉDENT DE L'EXERCICE	-- \$	989 096 \$	848 897 \$
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 240 800)	(1 080 613)	(1 038 810)
Amortissement des immobilisations corporelles	1 065 000	1 073 015	1 031 820
Gain à la disposition d'immobilisations corporelles	--	(24 364)	(16 029)
Produit à la disposition d'immobilisations corporelles	--	24 364	16 029
	(175 800)	(7 598)	(6 990)
Acquisition des charges payées d'avance	--	(64 394)	--
Utilisation d'un loyer payé d'avance	--	--	4 168 421
Utilisation des charges payées d'avance	--	--	15 466
Utilisation de stocks	--	15 468	--
Acquisition de stock	--	--	(40 241)
	--	(48 926)	4 143 646
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES ACTIFS FINANCIERS NETS	(175 800)	932 572	4 985 553
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) AU DÉBUT	422 659	442 659	(4 542 894)
ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN	246 859 \$	1 375 231 \$	442 659 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie

De l'exercice clos le 30 juin 2013

	2013	2012
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent de l'exercice	989 096 \$	848 897 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	1 073 015	1 031 820
Loyer payé d'avance	--	4 168 421
Charges payées d'avance	(64 394)	15 466
	1 008 621	5 215 707
Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement :		
Créances	83 216	(379 324)
Contributions des corps de police à recevoir	(209 728)	(722 852)
Traitements et avantages sociaux à payer	82 942	388 552
Autres charges à payer	(43 448)	122 713
Contributions des corps de police reportées	157 295	542 139
Autres revenus reportés	(82 289)	147 216
Provision pour vacances	122 268	38 239
Provision pour congés de maladie	158 083	309 784
Stocks	15 468	(40 241)
	283 807	406 226
Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement	2 281 524	6 470 830
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement en immobilisations	(831 926)	(1 472 345)
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE	1 449 598	4 998 485
ENCAISSE AU DÉBUT	5 542 501	544 016
ENCAISSE À LA FIN	6 992 099 \$	5 542 501 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes complémentaires

Au 30 juin 2013

1. CONSTITUTION ET OBJET

L'École nationale de police du Québec (l'École), corporation mandataire du gouvernement constituée par la *Loi sur la police* (RLRQ, chapitre P-13.1), a pour mission, en tant que lieu privilégié de réflexion et d'intégration des activités relatives à la formation policière, d'assurer la pertinence, la qualité et la cohérence de cette dernière.

À ce titre, l'École a l'exclusivité de la formation initiale du personnel policier permettant d'accéder aux pratiques de patrouille-gendarmerie, d'enquête et de gestion policière, exception faite de la formation acquise dans le cadre d'un programme conduisant à un diplôme d'études collégiales en techniques policières.

L'École offre également des activités de perfectionnement professionnel et effectue de la recherche orientée vers la formation. Elle offre en outre des activités de perfectionnement de service destinées à répondre aux besoins des différents corps de police.

Dans le cadre de l'élaboration de ses programmes de formation initiale, l'École consulte, s'il y a lieu, des établissements d'enseignement universitaire relativement à la reconnaissance de ces programmes comme étant de niveau universitaire.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, l'École n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation des états financiers, l'École utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés pour le secteur public*. L'utilisation de toutes autres sources de principes comptables généralement reconnus est cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de l'École, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et des hypothèses. Ces dernières ont des incidences à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présenté dans les états financiers. Des estimations et hypothèses ont été utilisées pour évaluer les principaux éléments, tels que la durée de vie des immobilisations et l'évaluation de la provision pour congés de maladie. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

Instruments financiers

L'encaisse, les créances et les contributions des corps de police à recevoir sont classées dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement.

Les charges à payer à l'exception des taxes de vente et des avantages sociaux à payer, la provision pour vacances et la provision pour congés de maladie sont classées dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Revenus

Les contributions des corps de police sont constatées à titre de revenus de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

Les revenus de subventions sont constatés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu à ces revenus, dans la mesure où elles sont autorisées, que l'École a satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause. Elles sont présentées en revenus reportés lorsque les modalités imposées par le cédant créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

Les revenus provenant de la formation, de l'hébergement, des intérêts et les autres revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Ceux-ci, y compris les gains, sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que l'École ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse.

Passif

Provision pour vacances

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la direction estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

Revenus reportés

Le revenu reporté relatif aux contributions des corps de police représente la portion des contributions pour les services qui seront rendus lors de l'exercice subséquent, puisque les contributions annuelles sont exigibles au 30 juin et couvrent la période du 1^{er} avril au 31 mars. Le revenu reporté relatif à la subvention représente le montant reçu du gouvernement du Québec afin de financer la charge de loyer de l'École pour l'exercice subséquent. Les autres revenus reportés sont principalement constitués des revenus d'hébergement perçus d'avance au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Mobilier et équipement	5 et 10 ans
Matériel roulant	5 ans
Améliorations locatives	5 ans
Équipement informatique	3 ans
Logiciel informatique	3 et 5 ans

Dépréciation des immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'École de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats et de l'excédent cumulé.

Stocks

Les stocks de fournitures de bureau, de produits alimentaires, de munitions et de vêtements sont évalués selon la méthode du coût spécifique.

Gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur, ni libellé en devises étrangères.

3. MODIFICATIONS COMPTABLES

Présentation des états financiers

Le 1^{er} juillet 2012, l'École a adopté les recommandations du chapitre SP 1201, « Présentation des états financiers ». Ce chapitre modifie et remplace le chapitre SP 1200 du même nom. Les principales modifications sont les suivantes :

Les gains et pertes de réévaluation sont présentés dans un nouvel état financier.

L'excédent ou le déficit cumulé est présenté comme étant le total de l'excédent ou du déficit cumulé lié aux activités et des gains et pertes de réévaluation cumulés.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière de l'École.

Instruments financiers

Le 1^{er} juillet 2012, l'École a adopté prospectivement les recommandations du chapitre SP 3450, « Instruments financiers ». Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers.

Les principaux éléments de ce chapitre sont les suivants :

Les éléments compris dans le champ d'application du chapitre sont classés dans l'une ou l'autre des deux catégories d'évaluation : celle de la juste valeur, ou celle du coût, ou au coût après amortissement.

3. MODIFICATIONS COMPTABLES (suite)

Jusqu'à ce qu'un élément soit décomptabilisé, les gains et les pertes découlant de la réévaluation à la juste valeur sont présentés dans l'état des gains et pertes de réévaluation.

De nouvelles obligations d'information sur les éléments présentés ainsi que sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers ont été ajoutées et sont présentées à la note 15.

En date du 1^{er} juillet 2012, l'École a comptabilisé tous ses actifs financiers et ses passifs financiers dans son état de la situation financière et classé les éléments conformément aux catégories prescrites par le SP 3450 et a appliqué les critères prescrits par le SP 3450 pour identifier les actifs financiers et les passifs financiers qui doivent être évalués à la juste valeur.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière de l'École.

Paievements de transfert

Le 1^{er} juillet 2012, l'École a adopté prospectivement les recommandations du chapitre SP 3410, « Paiements de transfert ». Ce chapitre, qui modifie et remplace l'ancien chapitre du même nom, établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter les paiements de transfert versés à des particuliers, à des organisations ou à d'autres gouvernements, tant du point de vue du cédant que de celui du bénéficiaire.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière de l'École.

4. CONTRIBUTIONS DES CORPS DE POLICE

L'article 43 de la Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1) prévoit que l'École reçoit annuellement un financement équivalent à un pourcentage maximal de 1 % de la masse salariale des corps de police de la province de Québec, à l'exception des corps de police autochtone, selon des modalités déterminées par le gouvernement. Selon les modalités et les déclarations des masses salariales des corps de police, les totaux des contributions ont été calculés comme suit :

	2013	2012
Contribution de l'année civile 2011 (12 779 548 \$) pour 3 mois	3 194 887 \$	-- \$
Contribution de l'année civile 2010 (12 569 821 \$) pour 9 mois	9 427 366	--
Contribution de l'année civile 2010 (12 569 821 \$) pour 3 mois	--	3 142 457
Contribution de l'année civile 2009 (11 846 970 \$) pour 9 mois	--	8 885 227
	12 622 253 \$	12 027 684 \$

5. FORMATION ET HÉBERGEMENT

	Formation		Hébergement	
	2013	2012	2013	2012
Formation aux aspirants policiers	3 123 984 \$	3 064 621 \$	1 634 390 \$	1 592 366 \$
Formation aux policiers	3 103 404	3 690 550	686 602	729 681
Formation sur mesure	4 637 094	3 822 239	950 941	1 126 982
Formation aux autochtones	847 985	754 409	297 616	284 331
Centre d'évaluation des compétences et aptitudes professionnelles	759 116	651 585	31 887	33 181
Services aux collectivités, cafétéria	--	--	758 786	821 533
	12 471 583 \$	11 983 404 \$	4 360 222 \$	4 588 074 \$

6. TRAITEMENTS ET AVANTAGES SOCIAUX

	2013		2012
Employés de l'École	18 011 284	\$	16 753 727 \$
Policiers municipaux	1 242 274		1 330 001
Policiers – Sûreté du Québec	775 632		666 605
Formateurs et conférenciers	600 518		638 458
	20 629 708	\$	19 388 791 \$

7. MATÉRIEL PÉDAGOGIQUE, FOURNITURES ET AUTRES

	2013		2012
Matériel pédagogique	1 225 426	\$	1 329 482 \$
Produits alimentaires et fournitures d'hébergement	929 162		799 076
Papeterie et équipement de bureau	152 360		193 910
	2 306 948	\$	2 322 468 \$

8. EMPRUNTS À COURT TERME

L'École est autorisée jusqu'au 30 juin 2017, à contracter auprès d'institutions financières ou auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec, des emprunts à court terme ou à utiliser une marge de crédit jusqu'à concurrence d'un montant total de 5 000 000 \$.

Une convention de marge de crédit avec le Fonds de financement du gouvernement du Québec prévoit l'utilisation d'un taux d'intérêt quotidien équivalent au taux des acceptations bancaires à un mois majoré de 0,3 %. Aux 30 juin 2013 et 2012, l'École n'avait contracté aucun emprunt à court terme.

De plus, l'École détient une marge de crédit de 300 000 \$ auprès d'une institution financière qui prévoit l'utilisation du taux préférentiel moins 0,5 %. Aux 30 juin 2013 et 2012, l'École n'avait contracté aucun emprunt.

9. PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE

L'École dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par l'École.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela, jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à l'École. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Estimations et hypothèses

Le programme d'accumulation des congés de maladie fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 30 juin :

9. PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE (suite)

	2013	2012
Taux moyen de croissance des salaires	3,25 %	3,25 %
Taux d'actualisation	3,10 %	3,49 %
Durée résiduelle moyenne d'activités des salariés actifs	10 ans	11 ans

Le tableau suivant présente les variations de la provision au cours de l'exercice :

	2013	2012
Solde au début	1 576 978 \$	1 267 194 \$
Charges de l'exercice	553 052	575 850
Prestations versées au cours de l'exercice	(394 969)	(266 066)
Solde à la fin	1 735 061 \$	1 576 978 \$

10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

2013						
	Mobilier et équipement	Matériel roulant	Améliorations locatives	Équipement informatique	Logiciel informatique	TOTAL
COÛT						
Solde au début	5 038 829 \$	1 571 385 \$	1 015 340 \$	1 673 497 \$	1 952 710 \$	11 251 761 \$
Acquisitions	668 955	205 227	—	173 469	32 962	1 080 613
Dispositions et radiations	—	(212 800)	—	(73 082)	—	(285 882)
Solde à la fin	5 707 784	1 563 812	1 015 340	1 773 884	1 985 672	12 046 492
AMORTISSEMENT CUMULÉ						
Solde au début	3 707 453	1 032 441	903 738	1 268 580	1 614 098	8 526 310
Amortissement	450 516	215 606	42 900	247 003	116 990	1 073 015
Dispositions et radiations	—	(212 800)	—	(73 082)	—	(285 882)
Solde à la fin	4 157 969	1 035 247	946 638	1 442 501	1 731 088	9 313 443
Valeur comptable nette	1 549 815 \$	528 565 \$	68 702 \$	331 383 \$	254 584 \$	2 733 049 \$
2012						
	Mobilier et équipement	Matériel roulant	Améliorations locatives	Équipement informatique	Logiciel informatique	TOTAL
COÛT						
Solde au début	4 615 360 \$	1 557 924 \$	956 567 \$	1 492 462 \$	1 877 223 \$	10 499 536 \$
Acquisitions	423 469	209 521	58 773	271 560	75 487	1 038 810
Dispositions et radiations	—	(196 060)	—	(90 525)	—	(286 585)
Solde à la fin	5 038 829	1 571 385	1 015 340	1 673 497	1 952 710	11 251 761
AMORTISSEMENT CUMULÉ						
Solde au début	3 305 388	1 008 570	841 258	1 116 297	1 509 562	7 781 075
Amortissement	402 065	219 931	62 480	242 808	104 536	1 031 820
Dispositions et radiations	—	(196 060)	—	(90 525)	—	(286 585)
Solde à la fin	3 707 453	1 032 441	903 738	1 268 580	1 614 098	8 526 310
Valeur comptable nette	1 331 376 \$	538 944 \$	111 602 \$	404 917 \$	338 612 \$	2 725 451 \$

Au 30 juin 2013, des acquisitions d'immobilisations corporelles pour un montant de 451 651 \$ (2012 : 202 964 \$) sont inscrites aux autres charges à payer.

11. EXCÉDENT CUMULÉ

En 2011, le conseil d'administration de l'École a affecté une somme de 2 000 000 \$ de l'excédent cumulé pour des charges de location non récurrentes reliées à la construction d'un nouveau pavillon de formation. Ce pavillon remplacera le pavillon Marguerite-D'Youville qui doit être démoli et le pavillon de Monseigneur-Courchesne qui est présentement en location temporaire. L'École ne peut utiliser ces montants grevés d'affectations d'origine interne à d'autres fins sans le consentement préalable du conseil d'administration.

12. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel de l'École participent au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS), au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (RRMSQ) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations de l'École imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 1 002 712 \$ (2012 : 865 150 \$) et elles comprennent les cotisations d'employeur pour les membres de son personnel libéré par la Sûreté du Québec et qui contribuent au RRMSQ. Les obligations de l'École envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Le 1^{er} janvier 2013, le taux de cotisation pour le RREGOP est passé à 9,18 % (2012 : 8,94 %) de la masse salariale admissible, celui du RRAS et du RRPE est resté stable à 12,30 % et celui du RRMSQ est resté stable à 8 %.

13. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

L'École s'est engagée en vertu d'une convention d'emphytéose avec la Société immobilière du Québec échéant en 2028 pour la location d'immeubles et par divers contrats échéant jusqu'en 2017 pour la location de biens et de services.

La charge de l'exercice pour la location de l'immeuble est de 8 415 702 \$ (2012 : 8 885 746 \$), celle pour la location de biens et de services reliée à ces engagements est de 161 897 \$ (2012 : 156 146 \$). Les paiements minimums futurs s'établissent comme suit :

Années	Immeubles	Biens et services
2014	8 419 013 \$	72 400 \$
2015	8 358 691	45 504
2016	8 528 530	37 377
2017	8 528 530	6 476
2018	8 528 530	—
2019 et subséquemment	85 285 304	—
	127 648 598 \$	161 757 \$

14. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le tableau suivant présente les opérations conclues avec les apparentés, principalement avec le corps de police national au Québec, la Sûreté du Québec, ainsi que les soldes à la fin de l'exercice :

14. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (suite)

	2013		2012	
Revenus				
Contributions des corps de police	4 649 567	\$	4 579 943	\$
Formation	5 747 183	\$	4 231 995	\$
Hébergement	1 533 003	\$	1 550 573	\$
État de la situation financière				
Créances	1 584 680	\$	774 207	\$
Contributions des corps de police à recevoir	4 649 567	\$	4 579 943	\$

En plus des opérations entre apparentés identifiées ci-dessus et celles déjà divulguées dans les états financiers avec des entités sous contrôle commun et comptabilisées à la valeur d'échange, l'École est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'École n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

15. INSTRUMENTS FINANCIERS**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, l'École est exposée à différents risques, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché.

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. L'École est exposée au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières, s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture. Les instruments financiers qui exposent l'École à une concentration du risque de crédit sont composés de l'encaisse, des créances et des contributions des corps de police à recevoir. Leur valeur comptable représente l'exposition maximale de l'École au risque de crédit.

Le risque de crédit associé à l'encaisse est essentiellement réduit au minimum en s'assurant qu'elle est investie auprès d'institutions financières réputées.

Le risque de crédit associé aux créances et aux contributions des corps de police à recevoir est réduit puisque de nombreux clients sont des entités gouvernementales ou municipales.

La direction estime que les concentrations de risque de crédit relativement aux créances sont limitées en raison de la qualité du crédit des parties auxquelles du crédit a été consenti, de même qu'en raison du nombre considérable des clients du gouvernement, municipaux et de moindre importance. Au 30 juin 2013, les montants à recevoir d'entités gouvernementales et municipales représentaient plus de 91 % du montant total recouvrable.

15. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Le tableau suivant présente le classement chronologique des créances au 30 juin 2013 :

	2013
Moins de 30 jours	2 808 732 \$
De 30 à 60 jours	164 437
De 61 à 90 jours	38 554
Plus de 90 jours	148 171
	3 159 894 \$

Quant aux modalités de versement des contributions des corps de police, le premier versement est payable le 17 juillet 2013 et le deuxième est payable le 1^{er} février 2014, à l'exception de la contribution de la Sûreté du Québec, qui est payable en totalité le 17 juillet 2013.

L'École doit faire des estimations en ce qui a trait à la provision pour créances douteuses.

Selon les taux historiques de défaillance des comptes clients, l'École estime qu'il n'est pas nécessaire de comptabiliser une perte de valeur relative aux créances.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'École ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que l'École ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun à un prix raisonnable.

L'École finance ses charges d'exploitation ainsi que l'acquisition et l'amélioration des immobilisations corporelles en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation et des subventions du gouvernement du Québec. L'École respecte ses exigences en matière de liquidité en préparant et en surveillant les plans de financement et de charges, et en détenant des actifs financiers pouvant facilement être transformés en trésorerie.

L'École considère qu'elle détient suffisamment de trésorerie et de facilités de crédit afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant. L'échéance estimative des passifs financiers, soit les charges à payer et les frais courus, excluant les taxes de vente et les avantages sociaux à payer, totalisant 3 235 407 \$ au 30 juin 2013, est de moins de 90 jours.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'École est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risques liés aux taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur des instruments financiers ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Au 30 juin 2013, l'École n'avait contracté aucun emprunt à court terme l'exposant aux risques associés aux variations des taux d'intérêt.

Les états financiers

Rapport de la direction

Les états financiers de l'École nationale des pompiers du Québec (l'École) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'École reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et approuve les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'École, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

ORIGINAL SIGNÉ

Jacques Proteau
Directeur général

Laval, le 25 octobre 2013

Les états financiers

Rapport de l'auditeur indépendant

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'École nationale des pompiers du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 30 juin 2013, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur et, notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer

Les états financiers

une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'École nationale des pompiers du Québec au 30 juin 2013, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers net et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception des changements apportés aux méthodes comptables relatives aux instruments financiers et aux paiements de transfert expliqués à la note 3, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

ORIGINAL SIGNÉ

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Montréal, le 25 octobre 2013

École nationale des pompiers du Québec

État des résultats et de l'excédent cumulé de l'exercice clos le 30 juin 2013

Revenus	Budget	2013	2012
Subvention du gouvernement du Québec	467 173 \$	350 414 \$	500 136 \$
Formation	1 126 340	1 036 334	1 185 824
Publications	240 924	458 182	516 581
Autres revenus	49 360	59 574	75 224
Intérêts	1 849	194	4 117
	1 885 646	1 904 698	2 281 882
Charges			
Traitements et avantages sociaux	1 373 020	1 248 026	1 394 709
Déplacements	197 410	158 231	254 367
Matériel pédagogique	426 506	349 843	520 736
Systèmes d'information	30 670	72 164	55 093
Loyer	104 446	104 445	102 327
Frais de bureau	48 299	70 363	90 538
Honoraires	110 343	101 351	162 014
Publicité et promotion	16 005	22 273	55 917
Télécommunications	11 137	12 184	15 778
Autres frais	13 473	11 434	14 921
Amortissement des immobilisations corporelles	86 381	77 119	56 918
	2 417 690	2 227 433	2 723 318
Déficit de l'exercice	(532 044)	(322 735)	(441 436)
Excédent cumulé au début	839 785	839 785	1 281 221
Excédent cumulé à la fin	307 741 \$	517 050 \$	839 785 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

École nationale des pompiers du Québec

État de la situation financière au 30 juin 2013

	2013	2012
Actifs financiers		
Encaisse	113 373 \$	247 644 \$
Dépôt à terme, 0,65 % échu en octobre 2012	-	13 395
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	-	116 586
Créances	234 129	225 833
Taxes de vente à recevoir	17 347	-
Stocks destinés à la revente	151 475	315 051
	516 324	918 509
Passifs		
Charges à payer et frais courus (note 4)	110 487	222 671
Prestation de cessation d'emploi à payer	12 391	-
Revenus reportés	15 436	26 625
	138 314	249 296
Actifs financiers nets	378 010	669 213
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles (note 5)	114 042	162 442
Charges payées d'avance	24 998	8 130
	139 040	170 572
Excédent cumulé	517 050 \$	839 785 \$
Obligations contractuelles (note 7)		
Éventualités (note 10)		

Pour le conseil d'administration

ORIGINAL SIGNÉGuy Laroche
Président**ORIGINAL SIGNÉ**Charles Ricard
Administrateur

École nationale des pompiers du Québec

État de la variation des actifs financiers nets de l'exercice clos le 30 juin 2013

	Budget	2013	2012
Déficit de l'exercice	(532 044) \$	(322 735) \$	(441 436) \$
Acquisition d'immobilisations corporelles	(42 510)	(28 719)	(135 904)
Amortissement des immobilisations corporelles	86 381	77 119	56 918
	(488 173)	(274 335)	(520 422)
Variation des charges payées d'avance	-	(16 868)	(1 185)
Diminution des actifs nets	(488 173)	(291 203)	(521 607)
Actifs financiers nets au début	669 213	669 213	1 190 820
Actifs financiers nets à la fin	181 040 \$	378 010 \$	669 213 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

École nationale des pompiers du Québec

État des flux de trésorerie de l'exercice clos le 30 juin 2013

	2013	2012
Activités de fonctionnement		
Déficit de l'exercice	(322 735) \$	(441 436) \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	77 119	56 918
Charges payées d'avance	(16 868)	(1 185)
	(262 484)	(385 703)
Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement :		
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	116 586	11 264
Créances	(8 296)	220 498
Taxes de vente à recevoir	(17 347)	-
Stocks destinés à la revente	163 576	(122 080)
Charges à payer et frais courus	(112 184)	22 789
Prestation de cessation d'emploi à payer	12 391	-
Revenus reportés	(11 189)	11 625
	143 537	144 096
Flux de trésorerie utilisés pour les activités de fonctionnement	(118 947)	(241 607)
Activités de placement		
Encaissement du dépôt à terme et flux de trésorerie provenant des activités de placement	13 395	579 415
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement en immobilisations	(28 719)	(135 904)
(Diminution) Augmentation de l'encaisse	(134 271)	201 904
Encaisse au début de l'exercice	247 644	45 740
Encaisse à la fin de l'exercice	113 373 \$	247 644 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

École nationale des pompiers du Québec

Notes complémentaires au 30 juin 2013

1. CONSTITUTION ET OBJET

L'École nationale des pompiers du Québec (ci-après « l'École »), personne morale au sens du Code civil, a été instituée le 1^{er} septembre 2000 par la *Loi sur la sécurité incendie* (RLRQ, chapitre S-3.4). Elle a pour mission de veiller à la pertinence, à la qualité et à la cohérence de la formation professionnelle qualifiante des pompiers et des autres membres du personnel municipal travaillant en sécurité incendie.

En vertu de sa loi constitutive, l'École est mandataire de l'État et n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation des états financiers, l'École utilise le *Manuel de comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de l'École, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimation et d'hypothèses sont la durée de vie des immobilisations corporelles et l'évaluation de la provision pour vacances. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Instruments financiers

L'encaisse, la subvention à recevoir du gouvernement du Québec et les créances sont classées dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement.

Les charges à payer et frais courus, à l'exception des taxes de vente et des avantages sociaux à payer, sont classées dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement.

Revenus

Les revenus de subvention sont constatés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu à ces revenus, dans la mesure où la subvention est autorisée, que l'École satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause. Ces revenus sont présentés en revenus reportés lorsque les modalités imposées par le cédant créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

Les revenus provenant de la formation et la vente des publications sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord;
- la livraison du bien a eu lieu ou les services ont été rendus;
- le prix du service est déterminé ou déterminable;
- le recouvrement est vraisemblablement assuré.

École nationale des pompiers du Québec

Notes complémentaires au 30 juin 2013

Les autres revenus, ainsi que les intérêts et les gains, sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que l'École ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse.

Stocks destinés à la vente

Les stocks de livres et manuels sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

PASSIFS

Provision pour vacances

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la direction estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

Revenus reportés

Les revenus reportés sont constitués de montants facturés pour des services non rendus conformément aux ententes contractuelles.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode linéaire :

Améliorations locatives	5 ans
Équipement informatique	3 ans
Mobilier et équipement	5 ans
Autres équipements	3 ans
Logiciels	3 ans
Site Web	3 ans

Notes complémentaires au 30 juin 2013

Dépréciation des immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'École de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est permise. Les moins-values nettes sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats et de l'excédent cumulé.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

3. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Présentation des états financiers

Le 1^{er} juillet 2012, l'École a adopté les recommandations du chapitre SP 1201, « Présentation des états financiers ». Ce chapitre modifie et remplace le chapitre SP 1200 du même nom. Les principales modifications sont les suivantes :

- Les gains et pertes de réévaluation sont présentés dans un nouvel état financier.
- L'excédent ou le déficit cumulé est présenté comme étant le total de l'excédent ou du déficit cumulé lié aux activités et des gains et pertes de réévaluation cumulés.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière de l'École.

Instruments financiers

Le 1^{er} juillet 2012, l'École a adopté prospectivement les recommandations du chapitre SP 3450, « Instruments financiers ». Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers.

Les principaux éléments de ce chapitre sont les suivants:

- Les éléments compris dans le champ d'application du chapitre sont classés dans l'une ou l'autre des deux catégories d'évaluation : juste valeur, ou coût ou coût après amortissement.
- Jusqu'à ce qu'un élément soit décomptabilisé, les gains et les pertes découlant de la réévaluation à la juste valeur sont présentés dans l'état des gains et pertes de réévaluation.
- De nouvelles obligations d'information sur les éléments présentés ainsi que sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers ont été ajoutées et sont présentées à la note 9.

En date du 1^{er} juillet 2012, l'École :

- a comptabilisé tous ses actifs financiers et ses passifs financiers dans son état de la situation financière et classé les éléments conformément aux catégories prescrites par le SP 3450 et
- a appliqué les critères prescrits par le SP 3450 pour identifier les actifs financiers et les passifs financiers qui doivent être évalués à la juste valeur.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière de l'École.

École nationale des pompiers du Québec

Paielements de transfert

Le 1^{er} juillet 2012, l'École a adopté prospectivement les recommandations du chapitre SP 3410, « Paiements de transfert ». Ce chapitre, qui modifie et remplace l'ancien chapitre du même nom, établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter les paiements de transfert versés à des particuliers, à des organisations ou à d'autres gouvernements, tant du point de vue du cédant que de celui du bénéficiaire.

Compte tenu que le paiement de transfert n'était pas autorisé au 30 juin 2013 selon les critères d'autorisation de ce chapitre, l'adoption de cette norme de façon prospective a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants :

	<u>2013</u>
État des résultats	\$
Subvention du gouvernement du Québec	(114 000)
Déficit de l'exercice	114 000
État de la situation financière	
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	(114 000)
Excédent cumulé à la fin	(114 000)

4. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

Les charges à payer et les frais courus sont répartis de la façon suivante :

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
	\$	\$
Fournisseurs	16 281	58 244
Taxes de vente	-	3 766
Frais courus	3 841	24 425
Traitements à payer	69 742	101 704
Avantages sociaux à payer	20 623	34 532
	<u>110 487</u>	<u>222 671</u>

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Améliorations locatives	Équipement informatique	Mobilier et équipement	Autres équipements	Logiciels	Site Web	2013 Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coût							
Solde au début	280 740	104 259	150 583	20 407	146 572	45 797	748 358
Acquisitions	-	-	-	-	28 719	-	28 719
Radiations	-	-	(18 285)	-	-	-	(18 285)
Solde à la fin	280 740	104 259	132 298	20 407	175 291	45 797	758 792
Amortissement cumulé							
Solde au début	249 859	104 139	142 201	3 392	69 372	16 953	585 916
Amortissement de l'exercice	12 099	120	6 245	6 802	36 163	15 690	77 119
Radiations	-	-	(18 285)	-	-	-	(18 285)
Solde à la fin	261 958	104 259	130 161	10 194	105 535	32 643	644 750
Valeur comptable nette	18 782	-	2 137	10 213	69 756	13 154	114 042

Notes complémentaires au 30 juin 2013

	Améliorations locatives	Équipement informatique	Mobilier et équipement	Autres équipements	Logiciels	Site web	2012 Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coût							
Solde au début	280 740	104 259	150 583	-	442 595	20 300	998 477
Acquisitions	-	-	-	20 407	90 000	25 497	135 904
Radiations	-	-	-	-	(386 023)	-	(386 023)
Solde à la fin	280 740	104 259	150 583	20 407	146 572	45 797	748 358
Amortissement cumulé							
Solde au début	235 780	103 215	130 996	-	445 030	-	915 021
Amortissement de l'exercice	14 079	924	11 205	3 392	10 365	16 953	56 918
Radiations	-	-	-	-	(386 023)	-	(386 023)
Solde à la fin	249 859	104 139	142 201	3 392	69 372	16 953	585 916
Valeur comptable nette	30 881	120	8 382	17 015	77 200	28 844	162 442

6. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les membres du personnel de l'École participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Le 1^{er} janvier 2013, le taux de cotisation pour le RREGOP est passé à 9,18 % (2012 : 8,94 %) de la masse salariale admissible et celui du RRPE et du RRAS est resté stable à 12,30 %.

Les cotisations de l'École imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 66 696 \$ (2012 : 86 086 \$). Les obligations de l'École envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

7. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

L'École s'est engagée, en vertu de contrats pour la location d'un logiciel et d'un photocopieur, à verser un montant total de 18 969 \$ jusqu'en 2018. Les versements minimums exigibles au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

	\$
2014	3 858
2015	3 858
2016	3 858
2017	3 858
2018	<u>3 537</u>
	<u>18 969</u>

École nationale des pompiers du Québec

Notes complémentaires au 30 juin 2013

8. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, l'École est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'École n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

9. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, l'École est exposée à différents risques. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. L'École est exposée au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières, s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture. Les instruments financiers qui exposent l'École à une concentration du risque de crédit sont composés de l'encaisse, de la subvention à recevoir du gouvernement du Québec et des créances.

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de l'entité au risque de crédit.

Le risque de crédit associé à l'encaisse est essentiellement réduit au minimum en s'assurant qu'elle est investie auprès d'institutions financières réputées.

Le risque de crédit associé à la subvention à recevoir est réduit puisqu'elle est recevable du gouvernement du Québec et celui associé aux créances puisque ses clients sont principalement des entités gouvernementales ou municipales. La direction estime que les concentrations de risque de crédit relativement aux créances sont limitées en raison de la qualité du crédit des parties auxquelles du crédit a été consenti, de même qu'en raison du nombre considérable des clients du gouvernement, municipaux et de moindre importance. Au 30 juin 2013, les créances provenant d'opérations conclues avec des entités gouvernementales et municipales représentaient 79 %.

L'École doit faire des estimations en ce qui a trait à la provision pour créances douteuses. Elle enregistre des provisions pour tenir compte des pertes de crédit potentielles et, à ce jour, ces pertes n'ont pas excédé les prévisions de la direction. Au 30 juin 2013, les créances n'étaient pourvues d'aucune provision pour créances douteuses.

Notes complémentaires au 30 juin 2013

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'École ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que l'École ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun à un prix raisonnable.

L'École finance ses charges d'exploitation ainsi que l'acquisition et l'amélioration des immobilisations corporelles en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation et des subventions du gouvernement du Québec. L'École établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

L'École considère qu'elle détient suffisamment d'encaisse et d'actifs financiers afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant.

Au 30 juin 2013, l'échéance estimative des passifs financiers, soit les charges à payer et frais courus, à l'exception des taxes de vente et des avantages sociaux à payer, est principalement de moins de 90 jours.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'École n'est exposée à aucun de ces risques car elle ne possède pas d'instrument financier portant intérêt, ni d'actifs financiers ou de passifs financiers libellés en devises étrangères.

10. ÉVENTUALITÉS

Dans le cadre de ses activités, l'École a fait l'objet d'une réclamation. Au 30 juin 2013, la direction de l'École n'était pas en mesure d'évaluer l'issue de cette réclamation ni les impacts financiers pouvant en découler, le cas échéant.

11. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation des états financiers de l'exercice courant.